

**Point de presse du porte-parole -
Jérusalem/Rappel de la déclaration
du ministre - Égypte/Attaque contre
des policiers au Sinaï -
Syrie/Attaque à Azaz -
Chypre/Processus de négociations -
Kosovo/Arrestation de M. Ramush
Haradinaj - Conférence
internationale pour l'aide aux
victimes - Union
européenne/Trentième anniversaire
du programme «Erasmus+» - Liban
(Paris, 09 janvier 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole a rappelé la déclaration du ministre, fait les déclarations et répondu à la question suivante :

1 - Jérusalem (8 janvier 2017) - Rappel de la déclaration du ministre

C'est avec consternation que je viens d'apprendre qu'une attaque au camion bélier a frappé, ce matin, Jérusalem.

Je condamne avec la plus grande fermeté cette attaque ignoble.

Mes pensées vont aux familles des victimes, auxquelles je présente mes condoléances, et aux blessés, auxquels je souhaite un prompt rétablissement.

Dans ce moment douloureux, la France est, comme toujours, solidaire d'Israël. Elle se tient à ses côtés dans la lutte contre le terrorisme et pour assurer sa sécurité.

2 - Égypte - Attaque contre des policiers au Sinaï (9 janvier 2017)

La France condamne avec la plus grande fermeté l'attaque qui a fait huit victimes dont sept policiers et un passant dans le nord du Sinaï le 9 janvier.

Nous présentons nos condoléances aux familles des victimes et formons des vœux de prompt rétablissement aux blessés.

La France réitère à l'Égypte sa pleine solidarité dans la lutte contre le terrorisme.

3 - Syrie - Attaque à Azaz (7 janvier 2017)

La France condamne l'attentat perpétré le 7 janvier à Azaz, dans le nord de la Syrie, qui a coûté la vie à au moins quarante-huit personnes.

Nous présentons nos condoléances aux familles des victimes.

La France est pleinement engagée dans la lutte contre le terrorisme en Syrie. Elle rappelle que seule une solution politique résultant de négociations en vue d'une transition sur la base de la résolution 2254 du conseil de sécurité permettra de ramener la paix et la stabilité dans ce pays.

4 - Chypre - Processus de négociations (Genève, 9 janvier 2017)

Alors que les négociations inter-chypriotes en vue d'une réunification de l'île reprennent aujourd'hui à Genève, la France tient à rappeler son plein soutien aux dirigeants des deux communautés et renouvelle sa confiance à M. Espen Barth Eide, conseiller spécial du secrétaire général des Nations unies.

Elle invite tous les acteurs à oeuvrer pour la réussite du processus.

Un accord sur Chypre serait une excellente nouvelle d'abord pour la stabilité et la prospérité de l'île, mais aussi pour l'ensemble de la région et pour l'Union européenne.

5 - Kosovo - Arrestation de M. Ramush Haradinaj (4 janvier 2017)

M. Ramush Haradinaj a été arrêté le 4 janvier 2017 à l'aéroport de Bâle - Mulhouse, sur la base d'une demande d'arrestation provisoire diffusée par Interpol et dont l'exécution est automatique, conformément aux engagements internationaux de la France.

Les autorités judiciaires françaises sont saisies et examinent, en toute indépendance, la situation avec la meilleure diligence. La procédure relève désormais des autorités judiciaires.

M. Ramush Haradinaj bénéficie de la protection consulaire et a pu s'entretenir avec le consul du Kosovo.

Le ministère des affaires étrangères et du développement international est en contact avec les autorités kosovares et suit ce dossier avec la plus grande attention. M. Jean-Marc Ayrault s'est

entretenu avec son homologue du Kosovo, M. Enver Hoxhaj, à ce sujet.

La France, qui fut l'un des tout premiers pays à reconnaître le Kosovo en 2008, entretient avec ce pays des relations étroites et amicales. L'action en cours à l'encontre de M. Ramush Haradinaj relève de procédures judiciaires enclenchées par la demande d'Interpol. Elle n'a aucune dimension politique et ne modifie pas la politique constante de la France et son soutien à la réconciliation dans la région et à la mise en oeuvre du dialogue entre Belgrade et Pristina. La France attache la plus grande importance à la poursuite de l'une et de l'autre.

6 - Conférence internationale pour l'aide aux victimes (Paris, 9 janvier 2017)

Une conférence internationale pour l'aide aux victimes se tient aujourd'hui à Paris sous le patronage de l'UNESCO.

Elle réunit des experts étrangers et français pour un partage d'expériences et de bonnes pratiques. Son objectif est de proposer une initiative européenne et internationale en faveur d'une politique d'aide aux victimes, interdisciplinaire et mieux coordonnée entre les États.

Avec la création de la cellule interministérielle d'aide aux victimes (CIAV), pilotée par le centre de crise et de soutien du ministère des affaires étrangères et du développement international, et la nomination d'une secrétaire d'État chargée de l'aide aux victimes, la France a renforcé ces derniers mois son dispositif national afin de mettre en place un accompagnement des victimes dans la durée.

7 - Union européenne - Trentième anniversaire du programme «Erasmus+»

M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, participe aujourd'hui à l'Odéon-Théâtre de l'Europe au lancement national des célébrations des 30 ans d'«Erasmus+», programme européen pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport.

Y participeront plusieurs autres membres du gouvernement : Mme Najat Vallaud-Belkacem ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, et M. Patrick Kanner ministre de la ville, de la jeunesse et des sports.

Depuis 30 ans, ce sont près de 5 millions de personnes qui ont bénéficié de ce programme emblématique du rapprochement des peuples européens, dont plus d'un million en France. C'est l'une des plus belles réussites de l'Europe. La France souhaite aller vers un Erasmus pour tous, afin que davantage de jeunes en formation professionnelle et en apprentissage puissent bénéficier d'une mobilité en Europe.

Pour plus d'informations : www.generation-erasmus.fr ; #confesrasmus.

8 - Liban

Q - Avez-vous des inquiétudes sur des possibles violations de l'embargo onusien commises par l'Iran en fournissant des armes au Hezbollah libanais ?

R - Nous suivons cette question avec attention et continuons à travailler étroitement avec nos partenaires à la mise en oeuvre de la résolution 2231 du conseil de sécurité des Nations unies./.